



Edition 2015

Agriculture, articles rédigés en 2015

Un recueil des articles pour l'année en cours.

Pour une agriculture durable au service du pays.

Djamel BELAID.

مهندس زراعي

USA-ALGERIE. L'INQUIETANTE ARRIVEE DE YANKEE AU PAYS DE P. RABHI

Quand des ignorants conseillent ministres et walis...

USA-ALGERIE. L'INQUIETANTE ARRIVEE DE YANKEE AU PAYS DE P. RABHI

BELAID D. 2.06.15

En écoutant sur la Chaîne III, Mr Chikhoun, président du comité Algéro-américain, assurer, la main sur le coeur, qu'il n'y aura pas d'OGM, on se sent rassuré. « Il est hors de question de parler d'OGM, il n'y aura pas d'OGM en Algérie ».

On ne peut être qu'admiratif de nos médias qui ont abordé cette question. Jusqu'au nouveau ministre de l'agriculture qui a été interpellé par la presse lors de la signature de ces accords. Mais à aucun moment, il n'a été question d'eau. Oui, l'eau, cette matière que les populations du Sud ont protégé en refusant la recherche du gaz de schiste. Tout le monde s'est focalisé sur les seuls OGM.

ALGERIA, NEW CALIFORNIA

Car pour « aller vers de larges productions » comme l'affirme Mr Chikhoun, il faut de l'eau. L'évaporation et la transpiration au Sud est de 2 000 mm/m². C'est à dire les quantités d'eau qu'il faut apporter sur les champs pour produire dans la chaleur accablante du Sud et sur des sols sableux très poreux.

Pour développer l'agriculture à El Oued, Biskra, Béchar, Timimoun ou Adrar comme nous le propose Mr Chikhoun, on nous parle du miracle Yankee. Et le nom magique de « Californie » est prononcée. C'est vrai que dès leur débarquement à Alger dans les années 40, nombre de GI's se sont exclamée « Algeria, new California ». A cette seule évocation, nos médias prennent des airs laudateurs et adoubent cet accord. Mais, il faut voir comment s'est fait le « miracle » californien. Il passe par l'assèchement de la nappe phréatique et du fleuve Colorado. Que chacun tape « Californie sécheresse Colorado » sur un moteur de recherche. Voilà qu'au pays de P. Rabhi, on nous propose comme modèle les assécheurs du Fleuve Colorado.

Et l'ignorance collective est telle que puisqu'il n'y a pas d'OGM en vue, tout le monde applaudit. Mais, la question qu'il fallait poser, la question qui tue, c'est la question de l'eau! Mais personne ne l'a posé.

D'où vont ils prendre l'eau dans le Sud? Des nappes phréatiques bien sûr. Mais cette eau est en grande partie de l'eau fossile qui ne se renouvelle pas ou très peu. Ainsi, après avoir vidé les nappes pétrolières et gazières du pays, voilà qu'on s'achemine vers l'utilisation non renouvelable des eaux du Sud.

Le bon sens aurait voulu, qu'à cet accord soient présents les agronomes formés dans nos universités. Au sein de nos stations expérimentales en agriculture saharienne, nous avons des compétences. Il y a des gens qui se battent chaque jour afin de faire vivre une agriculture durable. La question de l'eau, eux, ils l'aurait posé.

ALGERIE, « COMMENT DESERTIFIER UN DESERT »

Mr Chikhoun nous promet monts et merveilles. Il nous parle de production massive de lait, non pas à Soukh Ahras ou Annaba où la pluviométrie est convenable. Mais dans le Sud où le déficit pluviométrique annuel est de - 2 000 mm.

Zid b'zyada, l'eau dans le sud est chargée en sel. Lorsqu'on doit apporter chaque année de quoi compenser 2 000 mm d'ETP, ce sont de grandes quantités de sel qui sont apporté au sol. Or, les culture ne supportent pas le sel.

Mais plus grave, en absence d'eau douce pour « rincer » le sol, ce sel ne peut être convenablement évacué par drainage. Dans un article daté de 1996 intitulé « Comment désertifier un désert. Irrigation et salinisation au Sahara algérien » le Pr RabaH Lahmar, spécialiste de l'étude des sols écrit « un ha de blé consomme 6000 m³, si l'eau d'irrigation contient 2g/l de sels, la culture peut alors laisser dans le sol en fin de cycle 12 tonnes de sels !

Cinq campagnes d'irrigation, dans les fermes pilotes de Gassi-Touil, ont suffi à multiplier par six le niveau de salinité des 20 premiers cm du sol, pourtant sableux. Entre 20 et 80 cm de profondeur, la charge saline a pratiquement doublé. Ces niveaux de salinité sont largement suffisants pour provoquer une chute importante des rendements du blé dur. Les rendements ont en effet baissé de près de la moitié ».

A l'aide de photos satellites, deux chercheurs Tayeb Otmane et Yaël Kouzmine se sont penchés sur l'étude des pivots dans le Sud algériens. Dans un article « Bilan spatialisé de la mise en valeur agricole au Sahara algérien », ils décrivent l'agriculture sous pivot. Nous recommandons à chacun cet article actuellement libre d'accès. Bizarrement à côté des pivots en activités, ils ont observé depuis l'espace, des traces d'anciens pivots à l'abandon. Ils se sont aperçus ainsi d'un phénomène étrange: la migration des pivots. L'enquête menée auprès des agriculteurs leur a permis de comprendre l'origine de cet étrange ballets de pivots; « Les sols sahariens, très pauvres en matière organique, de faible rétention hydrique, et fortement exposés au lessivage du fait de l'irrigation intense, nécessitent des apports considérables en fertilisants. Pour y remédier, et afin d'améliorer les rendements, les agriculteurs recourent au déplacement de la rampe-pivot tous les cinq ou dix ans ».

Par ailleurs sur des sols sableux, engrais et pesticides ont tendance à migrer vers les nappes phréatiques. Quid de leur protection dans les cas d'une agriculture intensive, Allons nous polluer ces nappes et ôter aux population du Sud toute ressources en eau potable? Déjà, en Mitidja, des analyses montrent l'inquiétante pollution de la nappe phréatique par les nitrates agricoles.

« UNE AGRICULTURE SAHARIENNE, MAIS UNE AGRICULTURE OASIENNE »

Nous ne sommes pas contre l'agriculture saharienne. Mais nos aînés nous ont montré qu'il n'y a de viable que l'agriculture oasienne à l'ombre des palmiers. Une agriculture saharienne doit être durable comme le fait remarquer P. Rabhi. Et pour le Dr Fatoum Lakhdari, directrice du C.R.S.T.R.A de Biskra, une agriculture saharienne doit être une agriculture oasienne . Elle doit faire à des experts au fait des nappes phréatiques et de la salinité.

Une agriculture saharienne doit être une agriculture oasienne.

A la démesure des exploitations de milliers d'hectares, arrosées par des pivots énergivores et gaspilleurs d'eau existe une alternative. Celle de petits pivots fabriqués dans le Souf par de petits artisans locaux à partir des tubulures des rampes-pivots abandonnées par de grandes exploitations ayant fait faillite. Ce type d'irrigation s'est actuellement diffusé dans le Touat. Il existe également l'irrigation au goutte à goutte. Or, à aucun moment Mr Chikhoun n'a abordé la question d'une exploitation rationnelle des nappes phréatiques et des sols algériens. Il n'a eu à la bouche que les OGM. Manifestement, il ne maîtrise pas la question. D'où notre inquiétude grandissante.

Une remarque. Quelle folie collective nous rend tous à vouloir prendre le modèle de consommation alimentaire européen basé sur la consommation de produits laitiers. Notre climat aride et semi-aride ne nous le permet pas. Les protéines nécessaires à notre ration alimentaire doivent venir également de protéines végétales plus adaptées à nos conditions.

La question de l'agriculture sous pivot mal maîtrisée nous semble aussi potentiellement dangereuse que l'exploitation des gaz de schiste. Il nous semble important que les autorités compétentes définissent un cahier des charges concernant l'utilisation des eaux des nappes phréatiques, le maintien de leur pureté ainsi que l'état de salinité des sols sous pivots.

Les populations du Sud, associations, élus, universitaires doivent se saisir de ces questions afin d'arriver à une agriculture durable. Une agriculture au profit de tous.

CAMPAGNES LABOURS-SEMIS 2015.

Les leçons du début de campagne.

CAMPAGNES LABOURS-SEMIS 2015

Les leçons du début de campagne

Djamel BELAID 20.01.2016.

Réactualisé le 22.02.2016.

La campagne céréalière a été marquée par une sécheresse automnale préoccupante. Elle a pu retarder les semis ou entraîner des pertes de pieds sur les semis précoces. Quels enseignements tirer des façons de procéder des agriculteurs? Aurait-on pu faire mieux ?

UNE SECHERESSE SURTOUT A L'OUEST

Les remontées d'informations en provenance des différentes wilayas montrent que la sécheresse a surtout concerné l'ouest du pays. C'est le cas de Chlef et Aïn Defla.

Dans plusieurs cas les semis ont été retardés jusqu'à l'arrivée des pluies. Dans le cas des semis d'octobre-novembre, de nombreuses parcelles ont montré des signes de dessèchement. Les plantules ont jauni puis se sont desséchées. « *La culture de celui qui a semé avant le mois de décembre peut être compromise à cause d'un déficit hydrique persistant. Mais les agriculteurs qui ont semé durant le mois de décembre peuvent prétendre à une bonne production puisque les récentes précipitations leur seront très bénéfiques surtout ceux de la région est où les germes commencent à pousser* », explique Omar Zaghouane DG de l'ITGC dans les colonnes du journal Horizons¹. Certes, si les graines semées en décembre germent aujourd'hui sans problème grâce aux récentes pluies, les rendements sur ces parcelles ne seront pas les meilleurs. En effet, afin d'assurer un parfait développement de la plante et notamment des racines, les semis doivent se faire en octobre-novembre et surtout pas après.

SEMER SANS DESSECHER LE SOL

Cette situation montre l'intérêt d'utiliser le non labour avec semis-direct (SD). Le semis direct est possible grâce à des semoirs munis de dents ou de disques permettant de travailler le sol uniquement à l'endroit où placer la semence dans le sol. De récents essais

montrent que cette technique a le mérite de ne pas dessécher le sol. Des chercheurs ont réalisé un test original : à l'automne ils ont arrosé artificiellement un sol et ensuite mesuré chaque jour l'humidité du sol derrière le passage de différents outils. Il est apparu qu'après le passage d'une charrue le sol ne reste humide qu'une journée tandis que derrière le semis-direct le même type de sol restait humide jusqu'à 25 jours.

Or, ce type d'engins connus d'une poignée d'agriculteurs n'est pas encouragé à sa juste mesure par les services agricoles. Quant aux concessionnaires, ils préfèrent importer le matériel traditionnellement connu des agriculteurs et donc plus facilement vendable. L'espoir aurait pu venir du constructeur PMAT, mais celui-ci ne semble pas au courant de ces nouveautés puisque le dernier contrat passé avec la firme portugaise Galucho ne prévoit que la fabrication commune de charrues.

En Algérie, apprendre à semer sans dessécher le sol reste donc une entreprise de longue haleine.

En Algérie, apprendre à semer sans dessécher le sol reste donc une entreprise de longue haleine.

SEMER EN CANALISANT L'EAU DE PLUIE

En matière de semis, l'expérience des céréaliers australiens est précieuse. Ces agriculteurs cultivent avec succès du blé dans des régions aussi sèches que les nôtres. Comment réussissent-ils à faire mieux que nous ? Un expert australien a récemment mis en ligne les résultats obtenus en Syrie et Irak en mettant en application les techniques développées dans son pays. La clé du succès revient à l'utilisation d'un type de semoir particulier. Il s'agit d'un semoir pour semis direct avec des dents espacées tous les 17 cm. Celles-ci grattent le sol non labouré et y déposent les semences. Suivent ensuite des roues plumbeuses qui tassent légèrement le sol au dessus des semences afin de renforcer le contact sol-graines et ainsi permettre à celles-ci de capter l'humidité du sol. Mais, il y a mieux. La dent provoque la formation d'un sillon de 4 à 5 cm de profondeur. Et c'est là l'atout capital face aux risques de sécheresse automnales, car dès la moindre pluie, l'eau est collectée vers le fond du sillon. L'eau est ainsi dirigée vers la zone où se situent les semences*. Celles-ci bénéficient donc du maximum d'humidité jusqu'à la

1 « Les dernières pluies sont bénéfiques pour la céréaliculture » Le DG de l'Institut technique des grandes cultures. M Benkeddada, Horizons le 17 - 01 - 2016

pluie suivante. C'est ce procédé qui a manqué aux céréaliers des wilayas de Chlef et Aïn-Defla.

QUEL MATERIEL DE SEMIS EN ALGERIE ?

Il devient crucial de développer ce genre de semoirs en Algérie. Il est à espérer que le groupe PMAT s'inspire de l'expérience australienne en fabricant ce type de semoir. En attendant, c'est également aux investisseurs privés, petits ou grands, de développer ce genre d'engins. En Syrie, en 2012, il existait 8 ateliers de fabrication de semoirs. Et certains continuent leur production malgré la guerre. Différentes stratégies sont possibles : fabriquer des semoirs SD en construisant un châssis sur lequel viendront s'ajouter une trémie, des dents et des roues plombeuses en faisant appel à la sous-traitance. Une autre solution est de faire comme certains agriculteurs irakiens, c'est à dire modifier des semoirs conventionnels en ajoutant des poutres, y fixer des dents - telles qu'elles sont sur les chisel – munies de tube de descente et rajouter des roues plombeuses. Le document cité plus bas indique comment procéder.

L'avantage des semoirs SD est également de pouvoir localiser les engrais tels que le DAP sous les semences. De ce fait l'engrais est immédiatement utilisable par les jeunes racines.

DES CULTURES DE REMPLACEMENT POSSIBLES

Pour les exploitations ayant eu de forts taux de perte à la levée, la solution est d'implanter une culture de remplacement. Diverses solutions sont possibles : légumes secs ou tournesol.

A condition de disposer de semences, il est possible de semer lentilles ou pois-chiche. Ces cultures peuvent être semées jusqu'à la fin de l'hiver. De récents travaux ont montré que des semis de décembre ou janvier sont possibles. A condition de maîtriser le désherbage chimique, ce type de semis permet des gains de rendements appréciables. Dans le cas du pois-chiche on veillera cependant au risque d'anthracnose.

Dans le cas du tournesol, la même démarche est possible ; les semis peuvent s'étaler jusqu'à la fin de l'hiver. Cependant, des travaux montrent que des semis de décembre ou janvier permettent de meilleurs rendements à condition d'utiliser des variétés tardives.

Ces semis précoces s'inscrivent dans une stratégie dite « d'évitement ». Le but est de faire coïncider le cycle

végétatif de la culture avec la période la plus arrosée de l'année et surtout d'éviter le risque de sécheresse printanière de fin de cycle.

Mais, si dans le cas des légumes secs les semences peuvent être disponibles, dans le cas du tournesol, la culture n'est pas encouragée par les pouvoirs publics.

Enfin reste la possibilité de ressemer des fourrages : orge en vert pour pâturage ou mélange de vesce-avoine ou pois triticale.

L'URGENCE TECHNIQUE POUR LA FILIERE CEREALES

La sécheresse de cet automne doit être l'occasion de remettre en cause nos façons de cultiver des céréales. Des exemplaires de semoirs SD (type John Shearer) avec des dents permettant de créer des sillons collecteurs de pluie sont présent au niveau de la station ITGC de Sétif**. Leur principe doit être étudié afin que des modifications soient apportées aux semoirs conventionnels actuellement fabriqués par le groupe PMAT. Aux investisseurs privés également de s'emparer de cette technique comme l'ont fait 8 ateliers syriens, deux entreprises irakiennes et un grand constructeur jordanien de matériel agricole.

La mise au point de ce type de semoirs pourrait être facilitée par le récent transfert du centre de recherche Icarda de Alep à Settat (Maroc). Les experts australiens mais également syriens et irakiens ont prévu de multiplier les visites avec leurs homologues algériens. A nous de saisir cette opportunité.

Il ne s'agit plus de subir les difficultés climatiques, et de se lamenter sur la faiblesse du niveau des précipitations mais de s'adapter en mobilisant le potentiel créatif de nos ingénieurs, artisans et fellahs.

Notes :

(*) Voir la photo de la fig 28 du document en ligne sur internet « The Practical Implementation of Conservation Agriculture in the Middle East » Stephen Loss · Atef Haddad · Jack Desbiolles · Harun Cicek · Yaseen Khalil · Colin Piggin· Technical Report · Jul 2015 .

(**) Des vidéos de ces semoirs sont visibles sur le site Facebook ITGC Sétif.

ELEVAGE STEPPIQUE, NOS BERGERS MALIENS

Améliorer l'offre fourragère en milieu steppique.

ELEVAGE STEPPIQUE, NOS BERGERS MALIENS 5.12.2015

Regardant hier soir sur you une vidéo d'une chaîne télévisée privée algérienne, j'ai appris qu'il y a en Algérie des bergers maliens. Cette vidéo en montrait un conduisant dans une zone steppique un troupeau de mouton. Regardant ensuite les vidéos proposées par you tube sur le même sujet, il a été possible de constater que nos éleveurs se plaignent du manque de fourrage et d'orge mais également de manque de vocation concernant les berges. On n'en trouve plus affirmait un éleveur face à la caméra. Certains travaillent deux mois puis nous abandonnent brusquement. C'est vrai que les conditions de travail sont rudes : longues marches, en plein air, chaleur ou froid en été. Certains accusent la politique ANSEJ d'avoir vidé les campagnes de leur force de travail. Ce qui pourrait expliquer la présence de ces bergers maliens sur le territoire national. A noter que nombre de bergers français se plaignent des conditions de travail et font défection. La crise des vocations ne concerne donc pas seulement l'Algérie.

QUE FAIRE POUR AIDER LES ELEVEURS ?

Pour garder une main d'oeuvre, il s'agit de bien la payer. A partir de ce point voyons comment renforcer la productivité des éleveurs ? Il y a bien sûr l'opération de location de pâturages plus productifs suite à des opérations de mise en défens organisées par des APC suite aux actions du Haut Commissariat au Développement de la Steppe. Il y a également des actions plus ciblées. Un des moyens que nous souhaiterions développer concerne la production d'orge et de fourrages. Non, il n' s'agit pas de l'irrigation d'appoint. Cet extraordinaire moyen est réservé aux zones possédant des réserves hydriques et des équipements correspondant. Il existe un autre moyen

formidable dans les villages et villes de l'intérieur du pays ; il s'agit des boues résiduelles des stations d'épuration (STEP).

De récents essais réalisés à Laghouat montrent l'effet positif de l'épandage de ces boues sur des parcelles d'orge et cela même pour des pluviométries ne dépassant pas 200 mm de pluie/an. Voyons les résultats obtenus.

Durant les 3 années d'expérimentation (2009 2010 et 2011) les auteurs de l'étude de l'université de Laghouat ont mesuré la hauteur des plants ainsi que la biomasse produite.

Hauteurs des plants (cm)

D0 20,15 26,09 31,65

D1 29,23 35,44 33,25

D2 32,86 54,84 34,12

D3 35,07 56,02 39,68

Biomasse (g/m²)

D0 85,00 155,00 318,18

D1 180,45 385,67 525,10

D2 230,17 380,00 784,65

D3 290,63 391,67 584,96

En général, les résultats augmentent avec les apports de boues et selon la pluviométrie. A l'occasion de l'analyse des rendements en grain du témoin D0, les auteurs notent en effet : « nous avons aussi remarqué que le traitement D0 a connu une augmentation dans le rendement avec 16,33 qx/ha en 2010 et 24.11qx/ha en 2011, des résultats dues au changement de pluviométrie 135 mm en 2010 et 265 mm en 2011 une année pluvieuse ».

Dans le cas de la hauteur des plants et de la biomasse produite tout indique que la quantité de paille récoltée est plus forte avec apport de boue.

(à suivre).

INAUGURATION USINE ALIMENTS DE BETAIL SIM-SANDERS.

Utiliser progressivement des matières premières locales.

INAUGURATION USINE ALIMENTS DE BETAIL SIM-SANDERS.

Djamel BELAID 6 novembre 2015

Le groupe algérien SIM a inauguré fin octobre 2015 à Aïn-Defla une usine d'aliments du bétail construite avec un partenaire français Sanders filiale du groupe coopératif Avril (ex-Sofiprotéol). C'est l'occasion de se pencher sur la stratégie locale en matière de production d'aliments du bétail. Au delà des louanges lus dans la presse et des discours enthousiastes des autorités locales et françaises présentes le jour de l'inauguration, voyons les implications de ce genre d'accord.

AVRIL, TETE DE PONT DES EXPORTATIONS FRANCAISES EN ALGERIE

Qui est le groupe Avril ? C'est un groupe coopératif français, il regroupe des agriculteurs français qui recherchent des débouchés à leur production d'oléagineux (graines et tourteaux). Le Maghreb est actuellement la chasse gardée des producteurs d'huile et de tourteaux de soja US (cas du Maroc) et des pays d'Amérique du Sud. Dans ce contexte concurrentiel, les paysans français cherchent à trouver des débouchés à leurs surplus de tournesol et de colza. Il leur faut également placer à l'export les co-produits (tourteaux) générés par la fabrication de biocarburant à base de colza².

La proximité culturelle entre la France et le Maghreb, ainsi que des positions fermes des pouvoirs publics pourraient permettre des accords gagnant-gagnant. Au Maroc, les pouvoirs publics ont demandé à Avril de contribuer à la relance de la production d'huile et de tournesol.

Lors de l'inauguration de l'usine d'aliment pour bétail, le groupe Avril indique dans un communiqué que « l'usine valorisera notamment les sous-produits et les matières premières locales comme la caroube, les coques d'amandes ou les grignons d'olives ». Cette mesure est à priori positive, mais il aurait été intéressant de fournir des chiffres. Combien ces sous-produits locaux vont-ils représenter par rapport aux

tourteaux importés et au maïs importés? Pour rappel, ces derniers ont représentés 1,4 milliards de dollars annuels ces dernières années. Il est évident que dans la lutte d'influence que se mènent producteurs outre-atlantiques de tourteaux de soja et producteurs européens de tourteaux de colza, Avril compte bien dorénavant capter une partie de ces importations. D'ailleurs, Eric Philippe, directeur général adjoint du groupe ne s'en cache pas. Il a déclaré que cette nouvelle implantation vise à « accompagner le développement du marché algérien, un marché dynamique et porteur, où la demande est de plus en plus forte ». Pour notre part, nous aurions préféré lire que l'usine allait aider les agriculteurs locaux à produire des matières de base pour l'usine : colza et tournesol.

LES DEFIS POSES A SIM ET AUX POUVOIRS PUBLICS

Malgré sa volonté de trouver un débouché pour ses tourteaux de colza, le groupe Avril peut être d'un grand apport à l'agriculture locale. Cette alliance stratégique du groupe SIM avec Avril est bénéfique. Le contexte de baisse de la rente pétrolière et de la perspective d'adhésion de l'Algérie à l'OMC nécessitent d'envisager d'approvisionner progressivement et dès maintenant une telle usine avec des produits locaux. Certes, dans un pays semi-aride tel l'Algérie, il est difficile de produire du maïs et soja. L'aviculture locale et une partie de l'élevage des ruminants se base en effet sur l'utilisation de ce type d'aliments.

L'équipe dirigeante de l'usine devra donc recourir, dans la mesure du possible, à toutes les sources de sous-produits locaux mais aussi aux produits locaux. Ainsi, cette usine pourrait être l'occasion de favoriser la production locale de protéines végétales pouvant réduire, en partie, notre dépendance au soja. Cela est possible par le développement de la féverole, du pois fourrager ou du lupin dans le cas sols acides. De la même façon en utilisant de l'orge et du triticale en remplacement partiel du maïs importé, l'usine pourrait stimuler la production de ces céréales dans son bassin d'approvisionnement.

Mais un fort taux d'intégration en matières premières locales n'est pas forcément compatible avec la maximisation des profits de l'usine et de la volonté

2 A noter que ces dernières années, malgré de généreuses subventions publiques, l'utilisation de ce type d'agro-carburants (Diester) est en recul.

d'exportations des paysans français regroupés au sein du puissant groupe Avril. En effet, il est souvent plus rémunérateur d'élaborer des aliments du bétail avec des tourteaux importés qu'à partir de matières locales chères et parfois de moindre qualité. Que ce soit au Maroc, en Tunisie ou en Algérie, les fabricants d'aliments du bétail se sont habitués à travailler avec les tourteaux de soja importés. C'est le cas au Maroc où des associations US de production de tourteaux de soja ont depuis des années intensifié leurs opérations de lobbying. Cet état de fait s'est trouvé encouragé par les accords commerciaux passés entre ce pays et les USA puis par son adhésion à l'OMC.

Qu'est ce qui pourrait pousser dans le cas des usines SIM-SANDERS³ à produire des matières premières made in DZ ? Le patriotisme économique ? Il a des limites. Même si on peut apprécier les efforts du PDG de SIM d'aller dans ce sens. S'exprimant de nombreuses fois devant des étudiants, il a indiqué souhaiter développer des partenariats avec les universités, dont celle de Blida.

C'est aux pouvoirs publics à édicter des règles visant à plus d'intégration de produits nationaux. A cet égard la Loi de Finance est un outil puissant d'orientation des investissements. Même avec une politique visant à privilégier la production nationale par rapport à l'importation, les besoins locaux sont tels, que des alliances stratégiques entre groupes agro-alimentaires locaux et partenaires étrangers sont souhaitables. Ce type d'alliance peut permettre un transfert de technologie et de stimulation de la production locale en matières premières. Par ailleurs, un groupe tel Avril peut avoir intérêt à travailler en Algérie. Pour les pouvoirs publics une vision à long terme est nécessaire. Les problèmes immédiats sont de nourrir les populations urbaines et d'assurer le plein emploi sous peine d'explosions sociales.

A court terme, il est plus facile de faire accoster dans les ports nationaux des bateaux chargés de maïs et de tourteaux étrangers. Mais, une telle politique présente deux inconvénients. Bâtir un approvisionnement des populations sur le seul recours à l'importation, c'est croire en la disponibilité permanente des denrées alimentaires sur le marché international. Or, c'est oublier ses brusques poussées de fièvre de ces dernières années. Poussées liées à de mauvaises récoltes dans un contexte de forte demande croissante chinoise ainsi que le détournement de plus en plus fréquent des récoltes vers la production de bio-carburants.

Ce scénario du tout import montre donc ses faiblesses. Enfin, son second inconvénient provient du facteur emploi. Les pouvoirs publics ont tout intérêt à favoriser l'emploi agricole et rural afin de ralentir l'exode rural

vers le Nord du pays. Exode rural signifie plus de bouches à nourrir et de bras à employer dans les villes.

DES EQUIPES SIM-SANDERS EN APPUI TECHNIQUE DES ELEVEURS ?

Bien qu'ayant fait des progrès, le niveau technique de l'élevage local reste nettement à améliorer. Pour beaucoup d'éleveurs, une vache laitière doit avant tout avoir la panse remplie. Or, si cela est un préalable à la production maximale de lait, il s'agit avant tout d'assurer à l'animal des fourrages concentrés et grossiers apportant de l'énergie mais aussi des matières azotées. Or, nourrir un animal seulement de paille et d'orge, comme cela est le cas dans beaucoup d'élevages, ne permet pas d'assurer les besoins en azote des animaux.

Par ailleurs, les besoins des animaux ne sont pas identiques selon leur âge et leur type de production (lait, viande). C'est par exemple le cas entre une vache tarie ou non, une vache gestante ou non. Or, dans de nombreux élevages ce distinguo n'est pas appliqué ou bien pas assez.

En matière d'élevage ovin, les mêmes remarques peuvent être faites. Par ailleurs, dans chacun des cas, l'alimentation minérale reste déficiente. Or les animaux d'élevage ont des besoins importants en calcium, phosphore, sodium, zinc, iode ...etc.

Des technico-commerciaux parcourant les campagnes pourraient expliquer aux éleveurs les bases d'une nutrition animale équilibrée. Au Maroc, les usines d'aliments de bétail Sanders développent déjà ce type d'approche. Les fabricants d'aliments du bétail ont tout intérêt à apporter ce conseil technique aux éleveurs. En effet, des éleveurs prospères sont un gage de durabilité pour les ventes de l'usine.

LES COOPERATIVES GRANDES ABSENTES DE L'ACCORD SIM-SANDERS

Si une stratégie visant à favoriser la production locale peut provenir d'une impulsion des pouvoirs publics, les agriculteurs ne doivent pas se faire d'illusions. Ceci n'est pas automatique. En effet, il faut compter avec les intérêts particuliers et les appétits partisans de l'ultra-libéralisme au sein des sphères étatiques. Par ailleurs, au sein même des agriculteurs, il s'agit de tenir compte des intérêts divergents des producteurs de fourrages et de ceux des éleveurs. Ces derniers ont tout intérêt à des tourteaux importés et revendus à bas prix. C'est notamment le cas des aviculteurs et des ateliers laitiers en hors sols n'ayant aucune perspective d'autonomie fourragère. En effet, le plus souvent il s'agit de chômeurs installés dans de simples garages en périphérie des villes et reconvertis en éleveurs.

Aussi, les producteurs de fourrages et les céréaliers ont tout intérêt à créer des groupements de producteurs afin de créer leurs propres ateliers et usines de fabrication d'aliments du bétail. C'est là un des moyens de

3 Avec celle de Aïn-Defla, il est prévu d'en édifier deux autres.

valorisation de leur production par la protection de leur marge économique. De leur côté, les éleveurs ont également tout intérêt à créer des regroupements de producteurs afin de sécuriser leur approvisionnement et de valoriser leur production.

Or, l'inauguration de cette usine est l'occasion de remarquer de grands absents : les coopératives locales de producteurs. Certes, dans le paysage actuel existe l'Office National des Aliments du Bétail. Mais rien ne pourra remplacer des coopératives paysannes productrices d'aliments du bétail. Coopératives possédant des équipes de conseillers techniques recrutés par des paysans élus et apportant assistance technique aux éleveurs. A-t-on vu un jour des conseillers techniques de l'ONAB parcourir la campagne algérienne? Non, à notre connaissance.

Or, si les pouvoirs publics souhaitent le maintien des marges des éleveurs laitiers notamment, ils ont tout intérêt à favoriser l'émergence de puissants regroupements d'éleveurs. En effet, le rôle des pouvoirs publics n'est pas de produire de l'aliment pour bétail à travers des offices tel l'ONAB, mais de créer un environnement propice à l'émergence de coopératives paysannes. Dans cette optique, les pouvoirs publics disposent des moyens législatifs et fiscaux.

fourrages, les pouvoirs publics ont décidé, pour la première fois, d'encourager la transformation et le conditionnement dans ce domaine. L'ONAB est autorisé ainsi à investir dans le développement du marché des aliments de bétail, en partenariat avec l'OAIC et les autres opérateurs publics et privés. Cet opérateur public devra ainsi acquérir les équipements appropriés pour développer les procédés de stockage du son en cube et du fourrage, et développer les techniques innovantes permettant la production de fourrage hydroponique et la valorisation des sous-produits

agricoles et agroalimentaires.

Propositions pour développer la production de lait.

NEGOCIATION SUR LE LAIT : C'EST AUX LAITERIES DE FAIRE UN EFFORT.

Djamel BELAID 3.10.2015

Dans un article du 2.10.2015, le quotidien El-Watan titre « Les laiteries bloquent les négociations sur le lait. Selon Leïla Beratto et Samir Amar-Khodja, auteurs de l'article, du côté des producteurs, on accuse les transformateurs : «Nous n'avons pas trouvé de solutions pour l'augmentation du prix du litre de lait. Le gouvernement veut que les transformateurs prennent en charge l'augmentation car ils font de gros bénéfices. Les transformateurs refusent. Nous sommes dans une impasse et nous avons demandé un rendez-vous pour la semaine prochaine, avec le Premier ministre Abdelmalek Sellal», rapporte Hassan Ait Mohand Saïd, président de l'Association des producteurs de lait de Batna.

Face à ce qui semble être un point de blocage et étant donné que les caisses de l'Etat sont vides, la solution pourrait venir des laits végétaux. Un deal pourrait être proposé par les pouvoirs publics aux transformateurs sous la forme suivante. Pour la préparation de desserts (yaourts, flans, « danette », ...) ainsi que certains laits diététiques, nous vous livrons du soja en remplacement de la poudre de lait. Comme le soja coûte moins cher, une partie des subventions auparavant allouées aux laiteries passent aux éleveurs.

Une telle solution passe par la mise en place rapide des proces de fabrication et les dosages nécessaires afin de suivre les habitudes alimentaires des consommateurs. Cependant, la solution est viable. Rappelons qu'à l'étranger des firmes comme sojasun.fr et Bjorg.fr commercialisent des desserts à base de lait de soja et des laits végétaux à base de soja, de riz, d'avoine ou d'amandes.

L'Algérie dispose d'ingénieurs en technologie alimentaire et d'une industrie de transformation du lait. A eux de montrer de ce qu'ils sont capables. A eux de nouer des partenariats avec les firmes étrangères citées et aussi de mettre au point des préparations originales.

LE MADR AU PIED DU MUR

Sur le long terme, il s'agit de trouver des solutions afin de trouver de produire plus de fourrages. Certes, il y a l'irrigation mais également l'introduction de nouvelles espèces fourragères la mise à la disponibilité des

agriculteurs de plus de matériel d'implantation et de récolte des fourrages.

Les solutions techniques sont pour la plupart connues des cadres techniques. Il s'agit de mettre ces cadres au plus près des producteurs. Pour cela, les solutions à développer sont de :

- transférer des postes budgétaires de cadres en poste dans des bureaux pour les affecter à des associations d'éleveurs,
- encourager la mise sur pied d'associations représentatives d'éleveurs et de groupements d'éleveurs pouvant telle la Coopsel de Sétif mettre un pied dans la vente du lait,
- obliger les laiteries à mettre sur place des équipes d'appui technique en s'appuyant sur des expériences telles celles du projet Alban,
- de financer des postes budgétaires des associations d'éleveurs et de groupements d'éleveurs en prélevant une taxe sur l'activité des laiteries.

Le secteur agricole et de la transformation est riche de potentialités humaine. Au MADR d'être le catalyseur afin de réunir le diagnostic le plus pertinent au sein de la filière et de dégager des actions permettant aux éleveurs d'être les propres agents de leur développement au lieu d'en faire d'éternels assistés.

LES ELEVEURS AU PIED DU MUR

De leur côté si les associations d'éleveurs ont fait preuve de beaucoup de maturité, il est de leur devoir de pousser leur adhérents à former des groupes de producteurs afin d'obtenir un minimum d'aide financière et de postes budgétaires publics. Car, au final, c'est aux éleveurs organisés en réelles coopératives de services de se doter des moyens de produire plus de fourrages, d'avoir les moyens de transport de ces fourrages mais également de progressivement intervenir dans la transformation du lait afin de garantir leurs marges. A ce titre, l'expérience de la Coopsel de Sétif mérite toute leur attention.

A eux de se dire que les ministres de l'agriculture passent (parfois très vite) et qu'eux seuls restent sur le terrain et que le salut ne viendra que de leurs propres initiatives.

DES PISTES A CREUSER POUR LE MADR

Le choix de développer l'élevage laitier en Algérie

permet de réduire les importations de lait en poudre, crée de l'emploi rural et constitue une source d'amendements organiques irremplaçables. Les difficultés actuelles proviennent de la nouveauté de cette activité pour certains éleveurs et chômeurs sans terre reconvertis dans l'élevage ainsi que d'une faiblesse actuelle de la production de fourrages.

Si la situation est préoccupante, elle n'est pas sans issue ; à conditions qu'une politique juste et volontariste soit mise en œuvre.

La réussite des politiques de développement économique nécessitent une innovation technique, managériale et juridique. En Algérie, trop souvent ces politiques sont restées dans les sentiers battus. Sans tomber dans le libéralisme on peut se demander s'il ne faut pas un Emmanuel Macron pour notre agriculture ? Il s'agit ici moins d'investissements nouveaux que de ré déploiement et de valorisation de moyens existants. En effet, certaines positions acquises gênent le développement de l'élevage : main-mise des meuniers sur le son, tarifs vétérinaires, marges des laiteries.

Pour le MADR comme pour tout ministère les moyens sont limités de même que le pouvoir d'action. Aussi s'agit-il de savoir sur « quels boutons appuyer » afin d'arriver au maximum d'efficacité.

Ces pistes de recherche sont également des idées à développer, en les adaptant, pour des laiteries, des éleveurs ou investisseurs.

Il s'agit avant tout de trouver rapidement des solutions à la situation intenable des éleveurs laitiers. Pour cela les points de blocage doivent être identifiés sachant que des résultats peuvent être obtenus à court, moyen ou long terme. C'est aux cadres de la filière lait de les identifier et de les classer. Pour notre part, en tant qu'observateur, nous soulevons les points que nous avons identifiés. Cette liste n'est donc pas exhaustive.

A-Diminuer les dépenses des éleveurs (hors poste alimentation)

-poste frais vétérinaires :

Constats : Il existe de maladies liées à l'hygiène (mammite, tiques, boiteries...) et à une mauvaise conduite d'élevage (non tarissement de vaches gestantes d'où des cas de fièvre vitulaire). Les vétérinaires ont des prix de prestations élevés.

---autoriser les techniciens vétérinaires à réaliser certains actes simples (souvent fait par les vétérinaires à des prix exorbitant) tels les vaccinations, les insélinations artificielles ainsi qu'une liste d'actes à définir au niveau des concernés.

-poste frais reproduction

Constat : intervalle vélage, coût taureau, détection chaleur,

---voir avec le Ceniaag les améliorations possibles : démocratiser l'usage des paillettes

---de nouveaux droits pour les techniciens ?

A-Renforcer le niveau technique des éleveurs.

Constat : le niveau technique des éleveurs est bas. Des pertes considérables ont lieu à cause d'une ignorance de principes basiques d'élevage.

-décider d'un diplôme de base OBLIGATOIRE pour tout éleveur (connaissances minimales sur l'alimentation, l'hygiène, les soins la conservation du lait, les groupements de producteurs),

-utiliser TOUS les moyens disponibles (chambres d'agriculture, laiteries, DSA, université,...) afin de faire passer ces stages de formation de quelques jours permettant la délivrance d'une carte d'éleveur.

-l'université a un grand rôle à jouer dans ces formations que beaucoup d'enseignants d'agronomie et de biologie pourraient dispenser.

B-utiliser les organismes économiques publics

La puissance publique possède une force d'intervention économique avec des offices tels l'ONAB ou PMAT. Autant l'utiliser. Cela n'empêche pas également des partenariats avec le secteur privé.

-Avec par exemple l'ONAB pour développer de :

---nouveaux produits de consommation: laits végétaux (lait de soja, d'avoine, de riz ou d'amande).

---nouveaux aliments du bétail : aliment engraissement pour veau enrichi en urée

---blocs multi-nutritionnels

-Avec PMAT et privé (concessionnaires)

---importation, montage ou fabrication de semoirs pour Semis Direct (rappel, cette technique permet une implantation rapide des fourrages pour un coût réduit).

C-redéploiement des moyens humains du MADR

Constat : il est plus facile de gérer des postes budgétaires que la spéculation sur les issues de meuneries tel le son.

---pour 2 départ à la retraite, affecter un poste budgétaire à une association ou groupement d'éleveurs (pour des périodes renouvelables de deux ans).

---trouver les moyens pour des fonctionnaires en CDD (jeunes)

D-utilisation des moyens du MADR

Constat : problème de vulgarisation de techniques nouvelles voir (avec INVA)

---spot TV sur l'hygiène de la traite, désinfection du trayon

---spot semis direct de l'orge, technique de l'enrubannage, utilisation de nouveaux fourrages tel le colza fourrager,

---spot semis direct de l'avoine

---spot utilisation urée chez ovins (réduire pression sur orge pour VL)

---revoir totalement les sites internet des instituts techniques du MADR (plus de vulgarisation)

---spot groupement de producteurs (coopsel Sétif)
avantages : protection des marges, exonération sur les bénéfiques.

Constat : manque de semences d'avoine, manque structurel de fourrages

---avec ITGC élaboration d'un plan d'action pour produire plus de semences d'avoine, pour vulgariser l'emploi du semis-direct sans labour pour implanter des fourrages (vesce-avoine mais également sur-semis des jachères pâturées).

---étudier l'expérience de laiterie Soummam dans la région de Constantine concernant la récolte de fourrages par enrubannage.

E-utilisation de la puissance publique

Constat : recherche-développement peu développée

---contrat de recherche avec les universités : lait végétaux, enrichissement du son en urée

---utilisation des amphithéâtres et des enseignants pour une formation de base obligatoire pour tout éleveur (quelques jours).

F-Législation

Constat : La plupart des emplois des cadres et techniciens en agriculture sont fonctionarisés. Il ne s'agit pas de jeter l'opprobre sur les agents de l'Etat. Cependant, en agriculture, il s'agit de travailler avec et pour les agriculteurs. En effet, les situations changent avec les régions, les cultures et le type d'exploitations. Aussi afin de répondre à ces différentes situations la solution est que l'employeur du personnel d'encadrement soit les agriculteurs eux-mêmes à travers leurs groupements de producteurs.

---autoriser les groupements de producteurs à ouvrir des points de vente au détail de lait, étudier les moyens pour leur faciliter l'abattage et la vente au détail de viande de veaux.

---autoriser les actes d'Insémination Artificielle par les techniciens d'élevage et les techniciens vétérinaires.

---autoriser l'affectation à des groupements de producteurs des compensations publiques reçues par la meunerie pour écraser au niveau de petits moulins du grain et vendre de la farine et de la semoule. Actuellement les meuneries ont le monopole. Buts : Réduire le monopole de la meunerie sur le son et la spéculation qui s'en suit. Améliorer les marges des céréaliers. Il est regrettable que la plus value de la transformation des céréales produite par des agriculteurs soit captée hors du secteur agricole.

---prévoir le prélèvement d'un pourcentage minime sur les subventions allouées aux laiteries pour la création de postes budgétaires destinés à l'appui technique aux éleveurs. Il ne s'agit pas là de créer à nouveau des postes de fonctionnaires. Bien au contraire, il s'agit de créer un service d'appui tel qu'il existe à l'étranger avec les EDE (Etablissement Départemental de l'Elevage, contrôle laitier, ...). Le recrutement devant être effectué

par des élus paysans pour des contrats bi-annuels renouvelables.

---prélever un pourcentage sur les ventes d'intrants agricoles afin de financer partiellement les instituts techniques du MADR. En contrepartie, admettre dans les conseils d'administration des représentants des firmes d'agro-fourriture.

G-partenariats avec autres ministères

-MERS :

---recherche : la recherche agronomique et agro-alimentaire doit être, en partie, orientée vers les problèmes de l'heure (production de fourrages, valorisation des aliments pour bétail et des sous-produits, développement de nouveaux aliments). A ce propos la recherche agronomique locale a permis de préciser les moyens d'enrichir la paille et l'orge avec de l'urée. Il serait intéressant de vulgariser ces résultats mais de voir comment valoriser le son (peut-on l'enrichir partiellement avec de l'urée?).

---formation : les amphithéâtres de l'université doivent également recevoir les agriculteurs pour des formations de base, des remises à niveau. Il en est de même pour le personnel d'encadrement du MADR.

-MDN :

---matériel agricole (recherche-développement avec les ateliers de mécanique de l'armée telle la Base logistique de Blida). Il nous semble que la production locale de semoirs pour semis direct et de tout matériel concourant à la production de fourrage est à envisager. Cette coopération pourrait permettre la mise au point de prototypes que des entreprises locales pourraient ensuite fabriquer en série.

---poursuite de l'interdiction du pâturage des moutons le long des frontières afin de lutter contre la contrebande.

H-Partenariat avec le secteur privé national ou étranger

-Avec laiteries :

---étude et élargissement des expériences des laiteries Soummam (enrubannage à Constantine), appui technique aux éleveurs par Danone.

---développement des groupes d'appui techniques (Gaspels),

---étude sur la faisabilité de la production de laits végétaux, desserts (type « Danette » au lait de soja, yaourt au lait de soja).

-Avec les chambres d'Agriculture et coopératives étrangères

---recruter des chefs d'étables étrangers pour des séjours de quelques mois pour des actions de vulgarisation.

---développer des actions d'appui technique tel le projet Alban.

-Avec les ex-pays de l'Est.

---les importations de jeunes bovins depuis ces pays coûtent beaucoup moins cher que ceux provenant de France ou d'Espagne..

ALGERIE: IMPORTATIONS DE BLE TENDRE

UN REVELATEUR DES CARENCES ORGANISATIONNELLES DE LA FILIERE.

ALGERIE : IMPORTATIONS DE BLE TENDRE, UN REVELATEUR DES CARENCES ORGANISATIONNELLES DE LA FILIERE

Djamel BELAID 09.12.2015

En Algérie, les importations de blé de blé tendre ne cesse de croître. Gaignant les explosions sociales, les pouvoirs publics privilégient un soutien couteux des prix à la consommation. Ce soutien est fondamental pour les ménages les moins aisés pour qui « le pain constitue un plat ». Cependant, la presse dénonce régulièrement le gaspillage du pain qu'une telle politique engendre. Les prix à la production encouragent surtout la culture du BD. La dépendance accrue en BT est un révélateur extrêmement précis des carences locales en matière technique et organisationnelle.

BT, UNE PRODUCTION DECRIEE CHEZ LES CEREALIERES

L'analyse des emblavements céréaliers montre que le BD et l'orge ont la primeur par rapport au BT. Si le BD bénéficie d'une prime de 1000DA/quintal par rapport au BT, un autre facteur joue sur la structure des emblavements. Les créaliers ont été échaudés par de récentes épidémies de rouille jaune sur BT. La rouille a la faculté de réduire de 50% voir plus les rendements. Cette nuisibilité provient du caractère explosif de son cycle. Contrairement à l'oidium dont le duvet blanc sur les feuille est plus spectaculaire que nuisible ou la septoriose qui progresse de feuille en feuille au fur et à mesure des pluies, la rouille se caractérise par des ré-infections nombreuses et rapides. Conséquences, les feuilles sont rapidement détruites ; elles ne peuvent alors plus contribuer au remplissage du grain en fin de cycle. Le rendement chute alors de façon drastique.

ITGC, COMBATTRE LA ROUILLE PAR DES VARIETES RESISTANTES

Pour les services agricoles, dont l'ITGC, la solution passe par l'utilisation de variétés résistantes. On peut être étonné du retard pris dans la lutte contre la rouille. Cette maladie n'est pas nouvelle. Très tôt durant la période coloniale, elle a été signalée par les agronomes. Ainsi, on peut s'étonner du retard pris dans la diffusion de variétés résistantes. A ce propos, on peut se demander si aux côtés des efforts des services agricoles concernés ne devraient pas exister des obtenteurs

privés. Une telle situation ne pourrait que créer une saine émulation et concourir au développement de la vulgarisation comme cela est le cas dans les pays étrangers. Il est étonnant que l'Algérie dispose de firmes privées pour la diffusion de produits phytosanitaires, d'engrais, de matériel agricole mais pratiquement pas de firmes diffusant de nouvelles variétés de blé. Signalons cependant que la société privée Axiom propose depuis peu de telles variétés ; l'investissement dans le domaine de l'obtention serait souhaitable. Créer de nouvelles variétés demande plus de 5 à 6 ans d'où des investissements non négligeables. Notons cependant que l'Algérie possède des spécialistes chevronnés dans ce domaine high-tech.

TRAITEMENTS FONGICIDES, VISER LA PREVENTION

Si, des variétés de BT résistantes à la rouille sont à privilégier, cela ne suffit malheureusement pas. Le recours aux fongicides est nécessaire. Cependant, si les chiffres fournis par les CCLS montrent une croissance régulière des surfaces traitées, le total atteint à ce jour reste ridiculement bas au vu des enjeux. Il faut dire que bon nombre de cadres locaux ont été formés avec l'idée que le climat semi-aride local ne nécessitait pas le recours aux fongicides. Si ce principe est juste en zone peu arrosée, dans les zones à bon potentiel, l'impasse sur les traitements fongicides relèvent de la pratique de la « roulette russe ». Pour des créaliers ne possédant pas le matériel de pulvérisation adéquat ne pas utiliser de fongicides peut être compréhensible. Mais, il est arrivé que des créaliers possédant le matériel nécessaire pratiquent de telles impasses. Il faut dire pour leur défense que la rouille ne frappe pas chaque année. La solution pourrait être le recours aux avertissements agricoles. L'INPV a mis sur place un efficace réseau d'observation. L'emploi d'internet et des réseaux sociaux peut permettre également d'informer plus rapidement les premiers concernés. D'autant plus que les CCLS mettent aujourd'hui à la disposition des créaliers les molécules les plus modernes issues de la recherche. Ces fongicides sont en effet produits par des firmes internationales aux budgets de recherche impressionnants. Des technico-commerciaux locaux assurent progressivement la couverture du territoire national et la vulgarisation de ces produits. Cependant, il faut compter avec le caractère explosif de la rouille. L'humidité créée par l'irrigation d'appoint peut amplifier les cas d'infestation. Aussi, les créaliers

doivent opter pour des programmes de traitement préventifs – dans le cas de situations à risque – ou pour des traitements rapides en cas de risques avérés. Dans les deux cas, cela nécessite la disponibilité en matériel de pulvérisation.

TRAITEMENT FONGICIDES , PMAT UN PARTENAIRE INCONTESTABLE

La culture du blé est caractérisée par la grande taille des parcelles. Les traitements fongicides reposent donc sur l'emploi d'un matériel adéquat de pulvérisation. Force est de constater le sous-équipement des exploitations. Même si ce type de matériel se démocratise du fait de la nécessité d'en disposer pour les traitements herbicides, les modèles de pulvérisateurs locaux produits par le groupe PMAT sont caractérisés par une largeur de traitement insuffisante (12 mètres). Cette largeur a pour conséquence des vitesses de chantier réduites ; d'autant plus que pour être efficaces, les traitements ne doivent pas avoir lieu aux heures les plus chaudes de la journée. Elle a également pour effet des traces plus nombreuses de passage de roues. Des plants de blé sont alors écrasés sur toute la longueur des parcelles et cela présente un effet psychologique négatif pour nombre de céréaliers. Des concessionnaires privés importent du matériel de plus grande largeur tels ceux de la marque Hardy par exemple, mais plus cher. La solution passe par la mise au point de pulvérisateurs locaux de plus grande envergure de pulvérisation. A ce propos, il s'agit de noter l'apport incontestable du groupe public PMAT à la céréaliculture locale. Grâce à ce groupe bon nombre d'exploitations ont pu s'équiper en pulvérisateurs et gagner ainsi en productivité.

D'AUTRES OPTIONS POSSIBLES

Développer la production locale de BT passe également par la prise en compte du prix à la production. La prime de 1 000 DA/quintal en faveur du BD a incontestablement détourné de la culture du BT nombre de céréaliers. Ne faudrait-il pas revoir le régime des primes en vigueur au risque de porter un coup fatal à la production de BD ?

Si la consommation de BD a longtemps était

prédominante, le mode de vie urbain semble avoir entraîné une certaine érosion de sa consommation sous forme de semoule. Par ailleurs, la production de BD est actuellement entachée par un manque de maîtrise technique. Le choix des variétés et la non maîtrise de la fertilisation azotée pèsent sur le rendement et la qualité de la semoule obtenue par les transformateurs. Produire du blé dur digne de ce nom est donc plus ardu que la production du BT ; la culture du BT exige un itinéraire technique moins exigeant.

Une autre piste qui semble intéresser l'OAIC est de mélanger de la semoule à de la farine importée. Le but est de produire un pain qui se conserve mieux. En effet, une des explications au gaspillage de pain proviendrait de la piètre qualité des baguettes de pain. L'humidité de l'air d'Alger et la moiteur qui en découle donne en quelques heures une consistance proche de celle du caoutchouc aux baguettes parisiennes produites par les boulangers locaux.

En fin de compte, le déficit en BT constaté en Algérie est significatif d'un faible niveau technique des céréaliers. Les prix à la production mais également le manque de maîtrise technique rendent sa culture incertaine. Si une politique des prix plus attractive est nécessaire, la levée de l'incertitude liée au risque des maladies s'avère cruciale. Elle passe par la disponibilité de variétés résistantes mais également de moyens de traitements fongicides. L'élaboration de programmes fongicides adaptés passe par une vulgarisation de terrain. Or, celle-ci reste encore balbutiante même si de grandes exploitations privées ou publiques (fermes pilotes) arrivent à un niveau technique appréciable. Les progrès en BT restent également dépendant d'une meilleure rentabilité que seule, en absence d'irrigation d'appoint, peut actuellement assurer la technique du non-labour avec semis direct. Rentabilité que pourrait également assurer des coopératives céréalnières sur le modèle français en assurant une première transformation du grain et ainsi en préservant les marges financières des sociétaires.